

## Laval théologique et philosophique



### PALARD, Jacques, dir., *Le Gouvernement de l'Église catholique. Synodes et exercice du pouvoir*

Gilles Routhier

Volume 55, numéro 2, juin 1999

La pensée juive au XXe siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/401245ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/401245ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Routhier, G. (1999). Compte rendu de [PALARD, Jacques, dir., *Le Gouvernement de l'Église catholique. Synodes et exercice du pouvoir*]. *Laval théologique et philosophique*, 55(2), 324–325. <https://doi.org/10.7202/401245ar>

matique et vieillotte. L'analyse n'apporte malheureusement rien de nouveau pour la socio-anthropologie des religions. La conclusion du livre est assez bien menée mais les quelques discussions théoriques qui apparaissent ici et là dans le livre manquent singulièrement de puissance et demeurent particulièrement surannées, comme s'il ne s'était rien écrit depuis les travaux fondateurs des pères de la sociologie ! Weber et Durkheim sont classiquement cités dans l'introduction alors que la première partie « montrera à quel point la séparation durkheimienne du sacré et du profane en deux mondes quasi hermétiques est obsolète » (p. 16). La seconde partie n'est guère plus novatrice. Après une allusion aux recherches, certes incontournables, de Desroches, on retrouve toujours cette même référence wébérienne : rediscuter « l'opposition classique posée entre l'enchantement magique et le désenchantement rationnel » (p. 17). Ce manque d'innovation est d'autant plus étonnant que l'ouvrage est agrémenté d'une bibliographie sélective relativement bien montée. Le lecteur reste toutefois surpris par quelques absences qu'il serait trop long d'énumérer ici. Ainsi, bien que l'auteure traite abondamment du football, on ne trouve aucune référence aux travaux de Bromberger par exemple, etc. Une dernière remarque tient enfin au ton de l'ouvrage qui reste particulièrement agaçant, notamment dans ses toutes premières pages (9-12 ; 20-21) et au dos de la couverture : depuis quand l'ethnographie est-elle une entreprise dangereuse ? À lire l'auteure, on y entrevoit en tout cas sa fonction thérapeutique.

Frédéric LAUGRAND  
*Université Laval, Québec*

Jacques PALARD, dir., **Le Gouvernement de l'Église catholique. Synodes et exercice du pouvoir.** Paris, Les Éditions du Cerf (coll. « Sciences humaines et religion »), 1997, 338 pages.

Parmi toute la littérature récente autour des synodes diocésains, le présent ouvrage se distingue par le fait qu'il fait largement appel à l'analyse sociologique et politologique. C'est là son originalité ; c'est là aussi sa richesse et sa fécondité. Certes, on retrouve également dans cet ouvrage des contributions en provenance de la théologie et de la science canonique, mais elles sont fort minoritaires et ce ne sont pas celles qui ont le plus retenu mon attention.

Par ailleurs, cet ouvrage a une prétention interdisciplinaire en raison de la contribution de personnes rompues aux sciences sociales ou en provenance de la théologie ou du droit canonique. Bien mieux, cet ouvrage fait appel à l'apport d'acteurs sociaux engagés dans la sphère ecclésiale. Il s'agit donc d'un discours à plusieurs voix, ce qui ne va pas de soi. Comment mettre en conversation tous ces discours particuliers qui représentent autant de points de vue sur un même objet. On a refusé ici à juste titre de mettre successivement en scène ces trois discours, sans qu'ils aient à se croiser ou à se rencontrer. On a donc renoncé à faire une partie sociologique, une autre théologique et une autre enfin réservée aux praticiens. Dans chacune des quatre parties de l'ouvrage, on retrouve des contributions en provenance de ces différents horizons, ce qui ne manque pas de faire apparaître les frontières entre les différentes disciplines et les clivages entre les différents discours. De plus, l'introduction tente de situer ce propos à plusieurs voix. Dans son introduction, « L'institution catholique en recherches. L'acteur, le théologien et le sociologue », le directeur de l'ouvrage, Jacques Palard, fait un magistral exposé d'épistémologie retraçant l'histoire des échanges entre la théologie et les sciences sociales au cours des cinquante dernières années. Il s'agit d'après moi de la pièce la plus remarquable de l'ouvrage.

Un ouvrage sur les synodes posait un autre défi : de quel synode parlons-nous au juste ? Le problème ne se réduit donc pas simplement aux méthodes et aux procédures particulières aux différentes disciplines dans la construction de l'objet-synode, mais il nous renvoie à la grande

diversité des expériences synodales. Tous les auteurs se réfèrent à une expérience précise, bien délimitée : le synode de Poitiers, de Bordeaux, de Toulouse, de Trente, etc. On a donc affaire à des discours situés. Cette référence précise et explicite est heureuse. Certes, ces différentes expériences synodales ont plusieurs points en commun. Toutefois, à la lecture, on sent bien que l'objet-synode n'est pas simple à circonscrire. La production synodale de Bordeaux n'est apparemment pas identique à celle de Toulouse. De même, le fonctionnement du synode de Trente s'éloigne passablement du fonctionnement de ceux de Grenoble ou de Bayonne. Cela nous indique que nous ne pouvons donc pas parler sans risque, de manière générale, des synodes.

Les différentes contributions sont distribuées dans les quatre parties de l'ouvrage. La première (trois chapitres), traite des « conjonctures et configurations synodales ». Cette partie élargit un peu le débat traditionnel autour des synodes en dépassant les analyses autour des processus internes à un groupe religieux particulier et en le situant plus largement dans le cadre des rapports entre Église et société. La seconde, plus volumineuse, aborde le rapport entre l'institution synodale et les initiatives locales. C'est là que l'on réalise la fécondité de la tension entre l'universel et le particulier. Le fait que le droit universel de l'Église latine demeure vague au sujet du synode diocésain — il s'agit en fait d'une loi cadre — autorise des constructions institutionnelles locales diversifiées. Paradoxalement, l'institution devient un cadre où peut s'exprimer la créativité et qui peut la soutenir. La troisième partie (6 contributions) traite de l'organisation et des productions synodales. Cette partie analyse de manière précise la contribution respective des différents acteurs au processus synodal. Enfin, la partie conclusive (trois brèves contributions), fort suggestive, pose la tension entre tradition et innovation dans l'Église catholique. En somme, la question posée est celle de la possibilité, dans le cadre de la tradition catholique, de renouveler les figures institutionnelles dans le domaine du gouvernement ecclésial de telle manière que puisse s'instaurer un dialogue entre le croyant et l'institution.

Cet ouvrage, en raison de l'apport des sciences sociales et politiques, est particulièrement suggestif. Il indique à quel point la théologie peut tirer profit d'un dialogue avec ces autres sciences. Même s'il ne prend presque uniquement appui sur l'expérience française, il demeure pour nous fort pertinent, au moment où les expériences synodales tentent timidement de prendre pied au Québec. Puisque le directeur de cet ouvrage est membre du Centre d'Études interuniversitaires de Bordeaux, il serait éventuellement intéressant de confronter l'expérience québécoise avec l'expérience française analysée dans ce volume.

Gilles ROUTHIER  
*Université Laval, Québec*

Jean-Marc PIOTTE, *Les Grands Penseurs du monde occidental. L'éthique et la politique de Platon à nos jours*. Saint-Laurent (Québec), Éditions Fides, 1997, 608 pages.

L'entreprise poursuivie par Jean-Marc Piotte est gigantesque. Il a retenu vingt-neuf auteurs (et non pas trente, comme l'indique l'auteur dans sa présentation), de Platon à Hannah Arendt, et a scruté leur pensée d'une part sur l'éthique (devoirs, valeurs, vertus, passions, bonheur, plaisir/douleur/désir, religion, famille/mariage) et d'autre part sur la politique (État et pouvoirs, classes sociales, lois, droits et libertés fondamentaux, démocratie, aristocratie, république). Il s'agit ainsi non pas d'un ouvrage d'éthique politique, mais d'éthique « et » de politique, les deux thèmes tenant le plus souvent à s'élaborer de manière parallèle. Le choix des penseurs occidentaux, par exclusion de penseurs issus de cultures musulmanes ou bouddhistes (p. 12) peut bien se justifier, par l'envergure de la tâche. Par contre, le choix des auteurs, même en Occident, n'était pas aisé. M. Piotte a con-